DECRET N° 89-297 du 20 Juillet 1989

portant attribution d'un terrain au
Groupe Nigérian, City Commercial and
Industrial Entreprises Limited (CCIE
LTD) pour la construction de 1.000
Logements Socio-Economiques

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
 - VU le décret N° 88-315 du 29 Juillet 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
 - VU le décret du 15 Novembre 1955 portant règlementation des terres domaniales au Dahomey ;
 - VU l'Arrêté local N° 422/F du 19 Mars 1943 fixant les conditions d'aliénation et d'exploitation des terres domaniales au Dahomey ainsi que de leur affectation à des Services Publics ;
 - VU le décret N° 69.155/PR/MTPTPT du 19 Juin 1959 fixant les conditions d'approbation des projets d'aménagement urbain ;
 - VU la loi N° 65-25 du 14 Août 1965 portant organisation du régime de la Propriété Foncière au Dahomey ;
 - VU le titre Foncier N° 141 de HOULENOU ;
- LE Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 5 Juillet 1989,

D E C R E T E :

Article 1er.- Est attribué au Groupe Nigérian City Commercial and Industrial Entreprises Limited (CCIE LTD), une parcelle de terrain située entre le PK 12 et le PK 13 route de COTONOU/PORTO-NOVO, d'une contenance de 36 hectares à déduire par voie de morcellement du Titre Foncier N° 141 de HOULENOU, pour la construction de 1.000 logements Socio-Economiques.

.../...

Article 2.- Le Groupe Nigérian City Commercial and Industrial Entreprises Limited est tenu d'entreprendre les travaux de construction dès la notification du présent décret.

Article 3.- En cas de non démarrage des travaux de construction, six mois après la date de notification, le terrain attribué au Groupe Nigérian City Commercial and Industrial Entreprises Limited lui sera retiré.

Article 4.- Le Ministre de l'Equipement et des Transports, le Ministre des Finances et le Président du Comité d'Etat d'Administration de la Province de l'Ouémé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 20 Juillet 1989

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre de l'Equipement
et des Transports,

Martin Dohou AZONHIHO

Le Ministre des Finances,

Didier DASSI

Le Ministre du Commerce, de
l'Artisanat et du Tourisme,

Girigissou GADO

Ampliatiions : PR 6 SA/CC/PRPB 4 SGCEN 4 MET 4 MF 4 MCAT 4 CCIE LTD 2
JORPB 1.-